



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

revenus des agriculteurs

Question au Gouvernement n° 2451

Texte de la question

REVENUS DES AGRICULTEURS

M. le président. La parole est à M. Pascal Lavergne.

M. Pascal Lavergne. Monsieur le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, mercredi, le monde agricole se mobilisera aux portes de la capitale et dans tout le pays. Il y a vingt ans, je me suis installé comme viticulteur et éleveur de bovins viande : ce métier, je l'ai choisi et je l'aime. Aujourd'hui, je voudrais pouvoir inciter de nombreux jeunes à s'engager.

Mais les installations restent insuffisantes. Comment ne pas comprendre ces jeunes qui hésitent, alors qu'ils voient leurs aînés s'endetter fortement et travailler durement sans percevoir une juste rémunération en retour ? Dans le même temps, les agriculteurs sont trop souvent montrés du doigt par une société qui ne se contente plus de se nourrir à des prix raisonnables, mais qui veille aussi à consommer des produits élaborés dans des conditions encore plus respectueuses de l'environnement.

Je sais que les agriculteurs ont compris ce message depuis longtemps et qu'ils sont capables de faire évoluer leurs pratiques. Ils demandent que la société entende autant leurs problèmes qu'eux ont compris le message qu'elle leur avait envoyé. La société doit admettre que l'agriculture a besoin de temps pour évoluer : il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton – comme un clic sur internet – pour avoir une réponse. La société doit aussi comprendre que sa contribution est indispensable pour que l'agriculture poursuive massivement le changement du modèle de production. Les jeunes sont prêts à aller vers ce nouveau modèle, mais ils veulent en vivre. Les grandes exploitations ne nourrissent plus leurs dirigeants. Elles les rendent encore plus vulnérables et dépendants d'un système de commercialisation de masse ; en outre, elles sont difficilement transmissibles aux nouvelles générations. Politiques, responsables agricoles et société tout entière, il nous faudra collectivement beaucoup de courage !

Alors que les premiers échanges ont eu lieu sur la réforme de la politique agricole commune – PAC –, avons-nous l'assurance, monsieur le ministre, que le volume financier du premier pilier sera maintenu ? Quelle est la stratégie du Gouvernement en la matière ? De nouvelles orientations pourraient-elles être données aux aides, de façon à enrayer la spirale du déclin du nombre d'agriculteurs, corollaire de l'agrandissement infini des exploitations ? Monsieur le ministre, le moment n'est-il pas venu de réorienter les aides ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, MODEM et LT.)*

M. Thierry Benoit. Excellent !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation. Oui, une manifestation d'agriculteurs aura lieu demain, à Paris et en province. Comme vous et l'ensemble des députés sur tous les bancs, je partage les inquiétudes des agriculteurs, qui sont malmenés...

M. Pierre Cordier. Par le Gouvernement !

M. Didier Guillaume, ministre. ...et montrés du doigt. Depuis une dizaine de mois, une cinquantaine d'intrusions ont eu lieu dans des exploitations agricoles et des bâtiments d'élevage.

M. Pierre Cordier. Le problème ne se résume pas à cela !

M. Didier Guillaume, ministre. Encore ce week-end, trois bâtiments ont brûlé : ce n'est pas acceptable ! Depuis des mois maintenant, des agriculteurs travaillant dans les champs se font expulser de leur tracteur et sont traités de pollueurs et d'empoisonneurs. C'est inacceptable !

Monsieur Lavergne, vous, comme moi et comme l'ensemble des membres du Gouvernement et des députés, nous ne pouvons accepter ni tolérer ces actes inadmissibles. Nous les condamnons !

M. Thierry Benoit. Bravo !

M. Didier Guillaume, ministre. J'espère que la justice fera son œuvre, car ces faits sont inacceptables. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, MODEM et LT.)*

Les agriculteurs ne sont ni des empoisonneurs ni des pollueurs. Ils travaillent comme on le leur a appris depuis des années et des années. Comme vous le dites très bien, monsieur le député, on ne fait pas évoluer l'agriculture à la vitesse d'un clic, mais à celle des saisons. Les agriculteurs et l'agriculture évoluent.

M. Fabien Di Filippo. Où est Stéphane Travert ?

M. Didier Guillaume, ministre. Les conversions à l'agriculture biologique et les certifications de haute valeur environnementale – HVE – se multiplient. La transition vers l'agroécologie prend de l'ampleur.

Oui, nous devons soutenir les agriculteurs. Oui, il y a un malentendu entre les agriculteurs et une frange de la population, qui pense qu'il faudrait faire différemment. Aujourd'hui, l'agriculture française mute. Vous avez évoqué la question de l'installation : 12 000 jeunes se sont installés l'année dernière, quand 13 000 à 14 000 agriculteurs partaient à la retraite.

Nous devons soutenir nos agriculteurs, condamner les intrusions et travailler à une meilleure transition agroécologique. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [M. Pascal Lavergne](#)

Circonscription : Gironde (12^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2451

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture et alimentation

Ministère attributaire : Agriculture et alimentation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 novembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 novembre 2019](#)